

**Monsieur Guy Canivet, Premier Président de la Cour de Cassation
de la République Française**

Autorités Distinguées

Mes Chers Collègues

Mesdames et Messieurs

Voyons si je réussis à dire en quelques minutes l'indispensable.

Je remercie l'honneur de l'invitation irrécusable, pour parler dans l'Assemblée Nationale de la République Française, berceau et aurore des Droits fondamentaux de l'homme.

Et c'est précisément à cause du *droit fondamental à la Justice* que nous sommes ici aujourd'hui.

Je félicite la République Française, son Assemblée Nationale, mes chers Collègues français, pour l'occasion du dixième anniversaire de la loi sur la médiation de mil neuf cents quatre vingt quinze.

Cela dit, quelques mots à propos de la médiation devant le Juge de Paix au Portugal.

La Juridiction de Paix au Portugal a des siècles d'existence, naturellement avec des modifications selon l'évolution historique et, même, avec un éteint au cours du vingtième siècle.

Déjà en *mil cinq cents dix-neuf*, le Roi Manuel Premier a fait une loi où il a rassemblé les coutumes dispersées sur le régime d'une vraie médiation dans la juridiction conciliatoire et de Paix, dite «Ordonnance et Régiment des Conciliateurs de Procès». Là déjà se trouvait l'essence de ce qu'on pratique aujourd'hui, conformément à une loi de deux mil et un, et on parlait de: la recherche de «Paix et tranquillité», par l'action « d'Hommes bons et vertueux » qui réussissent, en beaucoup de procès, sauvegardant ce qui est dit dans cette diligence qui ne pourrait pas être connu, de manière que les intéressées puissent dire ce qu'ils veulent sans que cela puisse être divulgué. Et il se soulignait:

« tout ce qui se passera entre le Conciliateur et les parties ou entre lui et chacune d'elles » «reste toujours secret». Mil cinq cents dix-neuf, comme j'ai dit.

Aujourd'hui, à la Juridiction de Paix portugaise, toute de suite après la présentation, soit écrite ou verbale, d'un procès et de la réponse, et si aucune des parties refuse la médiation, se suivra l'action d'un médiateur – qui est un troisième spécialement préparé pour l'effet - qui essaye que les parties dépassent son conflit et s'harmonisent. S'il n'y arrive pas, la cause transite, immédiatement, pour le Juge de Paix qui essaiera, lui-même, la conciliation et, s'il aussi n'y parvient pas, il fera le jugement.

Dans les cas de la compétence des Juges de Paix, au Portugal, les médiateurs sont payés par l'État. Les parties, *si elles ne bénéficient pas d'assistance juridique*, payeront une petite taxe de justice à titre de frais toujours inférieur au payement que l'État fait aux médiateurs.

La médiation se recouvre de caractéristiques essentielles, surtout:

- la préparation humaine et technique du médiateur
- confidentialité
- la neutralité du médiateur
- informalité
- volontariété, c'est à dire, la préalable acceptation des deux parties.

Ce qu'on recherche, plus que la solution d'un litige, c'est *l'élimination d'un conflit*, à travers d'un résultat qui ne soit pas seulement un accord mais essentiellement, un accord juste et pacificateur.

C'est, essentiellement, la Justice Restauratrice, aussi même dans l'assertion civiliste *lato sensu*.

De toute façon, le Juge de Paix doit être la principale force motrice de ce système de justice, postmoderniste, conciliatoire, d'autocomposition, plus que de hétérocomposition.

La *facette humaine* de n'importe quel fait, qui est fondamental, doit être comprise.

C'est dans cette orientation que, dans la mesure de la compétence du Juge de Paix, quel que soit l'accord obtenu par le médiateur il doit être présenté au Juge de Paix pour que celui-ci, devant les parties, si les accords sont corrects et justes, *les homologue par sentence*.

En termes généraux, je peux dire, que dans la Juridiction de Paix portugaise, parviennent à peu près trente pour cent d'accords par médiation et, même quant aux restants cas, les Juges de Paix réussissent à peu près de vingt pour cent d'accords en conciliation, de manière que seulement près de cinquante pour cent des cas présentés à la Juridiction de Paix portugaise seront terminés par un jugement proprement dit, malgré son informalité.

La médiation, *si elle n'est pas refusée par n'importe quelle partie intéressée*, intervient dans toutes les causes de la compétence des Juges de Paix.

Et je dois ajouter que la médiation est tellement importante que, dans la Juridiction de Paix portugaise, elle peut intervenir dans toutes les causes, même celles qui dépassent la compétence des Juges de Paix, dès qu'elles ne versent pas sur droits indisponibles; dans ces cas là, il n'y aura pas d'homologation par les Juges de Paix.

C'est à dire, dans ces cas, les accords obtenus ont la relevance qu'on leur pourra donner, en effet, l'assomption personnelle de sa compréhension pour les parties.

Il n'y a pas, d'ailleurs, aucune concurrence entre Juges de Paix, qui sont des Juges comme les autres, et médiateurs, mais, *si, convergence et*

harmonisation absolues, avec des différentes fonctions et des objectifs pacificateurs communs.

Dans la Juridiction de Paix portugaise, les causes sont résolues dans une moyenne temporelle de deux mois.

Tout, d'ailleurs, dans la sûreté que la justice *ne se quantifie pas*.

Elle se qualifie.

Donc, tout cela vaut dans la mesure que la Paix soit créée.

La Paix, à mon avis, n'est pas seulement l'absence de guerre ou de litige.

C'est, aussi, le droit à la tranquillité, au bien être, essentiellement, au Bonheur qui, déjà en mil set cents soixante seize, les premiers constitutionnalistes nord – américains plaçaient au niveau des droits fondamentaux à la Vie et à la Liberté.

En conclusion:

Tout se conjugue et s'harmonise en faveur de la personne la plus importante: le citoyen avide de Justice.

À mon avis, ceci c'est le modèle de système généralisé de Justice à réfléchir dans le vingt et unième siècle: ayant pour base la médiation et le Juge, rejetant absolument des concepts et des idées fermées, avec équitable et dans un délais raisonnable.

Tout se transforme. Les concepts et les systèmes aussi.

On rejette les concepts ou les idées fermées à la créativité. Au contraire, il serait nécessaire trouver très vite des alternatives aux moyens alternatifs! On peut dire: l'imagination et la créativité sont nécessaires à la Justice.

Voilà, Mesdames et Messieurs, en quelques mots, un léger portrait de la médiation devant les Juges de Paix, aujourd'hui, au Portugal.

Je félicite le Groupement des Magistrats pour la Médiation, pour ce Colloque.

Je remercie votre attention.

Bonjour à tous!

Paris, le 8 décembre 2005

Jaime Octávio Cardona Ferreira
Ancien Premier Président de la Cour Suprême de
Justice du Portugal
Président du Conseil de la Juridiction de
Paix du Portugal